

Ecole normale supérieure - PSL
Service de la commande Publique

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE SERVICES

Prestations de services traiteurs pour
l'École normale supérieure - PSL.

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n°

2025-005











Date limite de réception des plis

MARDI 22 JUILLET 2025 14H00





SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS	3
2.	OBJET DU CONTRAT	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	5
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	7
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	8
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	12
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	15
8.	LITIGE ET SANCTIONS	20
9.	FIN DU CONTRAT	22

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Prestations de services traiteurs pour l'École normale supérieure - PSL.
	Acheteur	Ecole normale supérieure - PSL
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum, multi-attributaire, de services
	Structure	3 lots
	Lieu d'exécution	Ecole normale supérieure-PSL
	Durée	Le contrat est conclu pour une durée de 12 mois à compter de la notification du contrat, au plus tôt le 29 septembre 2025. Il est reconductible trois (3) fois par période de 12 mois, par tacite reconduction, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder quatre (4) ans.
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	Article 8 du CCAP
	Variation des prix	Fermes et révisables
	Nature des prix	Prix unitaires

1. DÉFINITIONS

	Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 3° - Services sociaux et autres services spécifiques - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
	Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
	Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
	Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le présent accord-cadre a pour objet des :

Prestations de services traiteurs pour l'École normale supérieure - PSL.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et dans les pièces financières contractuelles de cet accord-cadre.

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est présenté ci-dessous :

Sites concernés par les prestations	Adresses
Campus PANTHÉON	45, rue d'Ulm 75005 Paris
Campus PANTHÉON	46 rue d'Ulm 75005 Paris 05
Campus PANTHÉON	29 rue d'Ulm 75005 Paris
Campus PANTHÉON	24, rue Lhomond 75005 Paris
Campus PANTHÉON	8, rue Erasme 75005 Paris
Campus JOURDAN	48 Boulevard Jourdan 75014 Paris
Site MONTROUGE	1, rue Maurice Arnoux 92120 Montrouge

Le **Site Foljuif** (à Saint-Pierre-lès-Nemours – 77140) n'est pas dans le périmètre du présent accord-cadre.

■ **Exclusivité :**

Le titulaire ne bénéficie pas de l'exclusivité pour couvrir tous les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat.

L'acheteur se réserve la possibilité de faire appel à d'autres fournisseurs pour répondre, notamment, à des besoins spécifiques tels que définis ci-après :

- Les prestations traiteurs pour des manifestations ou des événements sur certains sites extérieurs (hors Paris et Hauts-de-Seine) ou sur des sites non gérés par l'ENS-PSL.
Dans l'hypothèse de manifestations / événements sur un site non géré par l'ENS-PSL, les titulaires de l'accord-cadre ne seront pas sollicités, si le gestionnaire des lieux retenus assure directement la prestation ou dispose de ses propres prestataires.
Les titulaires du présent accord-cadre pourront toutefois être sollicités si le gestionnaire du site ne dispose pas de prestataires dédiés et s'il accepte que l'ENS-PSL ait recours au présent accord-cadre pour exécuter les prestations. Dans cette hypothèse, l'ENS-PSL s'engage à ne solliciter les titulaires du présent accord-cadre que si les prestations sont à exécuter à Paris, ou dans un rayon maximum de 25 km de Paris.
- Le pouvoir adjudicateur se réserve, aussi, la possibilité de traiter hors du présent accord-cadre des besoins exceptionnels par leur complexité ou leurs conditions de mise en œuvre pouvant nécessiter des procédures peu compatibles avec le fonctionnement de l'accord-cadre. Préalablement, le pouvoir adjudicateur s'assurera que les titulaires ne sont pas en mesure de répondre à son attente.
- En cas de besoin spontané, le jour même ou 24h avant, l'ENS-PSL se réserve la possibilité de faire appel un prestataire non issu de l'accord-cadre si le titulaire de l'accord-cadre ne peut pas assurer la livraison dans les délais exceptionnels qui lui sont demandés.
- Les installations de food-truck.
- Dans l'hypothèse où aucun des titulaires n'a répondu à une sollicitation de l'établissement dans les délais prescrits.

■ **Pièces contractuelles :**

Par dérogation et en complément de l'article 4.1 du CCAG-FCS 2021, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles ;
- Le ou les Bordereau(x) des prix unitaires (BPU) du lot considéré ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales « Fournitures courantes et services » (CCAG FCS - arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- Le cadre de réponse-Mémoire technique et éventuelles annexes ;
- Le ou les catalogue(s) /tarif(s) public(s) ;
- Les réponses aux questions mises à disposition des candidats lors de la consultation et les précisions et/ou modifications apportées par le Pouvoir adjudicateur pendant la consultation ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés pendant l'exécution de l'accord-cadre.

■ **Prestations similaires :**

Le cas échéant, l'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Ecole normale supérieure – PSL**.

Adresse et coordonnées :

Direction générale des services
Service de la commande publique
45 rue d'Ulm
75230 Paris cedex 05

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées comme suit en **3 lots**.

Conformément à l'article R2362-4 du code de la commande publique, l'accord-cadre est multi-attributaire. L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et donne lieu à la conclusion de bons de commande.

L'accord-cadre s'applique sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel pour chacun des lots en application des articles L. 2125-1 1^{er} et R. 2162-2 ; R. 2162-4, R. 2162-13 et R. 2162-14 à R. 2162-15 du Code de la commande publique.

Lots	Montant minimum annuel € HT	Montant maximum annuel du lot en € HT
Lot 1 : Plateau repas et snacking	Sans montant minimum annuel HT	300 000,00 €
Lot 2 : Buffet/Cocktail	Sans montant minimum annuel HT	480 000,00 €
Lot 3 : multi-prestations – Séminaire / colloque	Sans montant minimum annuel HT	300 000,00 €

Les montants estimatifs annuels et non contractuels sur une année pleine exprimés en euros et donnés à titre indicatif sont de l'ordre de :

Lot 1 : Plateau repas et snacking	120 000,00 € HT
Lot 2 : Buffet/Cocktail	150 000,00 € HT
Lot 3 : multi-prestations – Séminaire / colloque	80 000,00 € HT

■ **Multi-attribution - généralités :**

Chaque lot du présent accord-cadre est multi-attributaires.

Il est exécuté par **3 titulaires** qui se partagent l'exécution des bons de commande selon les dispositions définies par l'ENS-PSL à l'article 3, rubrique « Multi-attribution - modalités d'attribution des bons de commande » du présent CCAP.

Dans les hypothèses suivantes :

- 1) Si à l'issue du classement final, seul un ou deux candidats sont déclarés attributaires, faute de candidatures suffisantes reçues ou d'offres régulières
 - 2) Si en cours d'exécution, un titulaire est défaillant / voit son contrat résilié ou non reconduit
- chaque titulaire s'engage à être en mesure d'exécuter les prestations jusqu'au montant maximum annuel de chacun des lots.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à se conformer aux conditions figurant dans les pièces contractuelles du marché. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation ni prétendre à une quelconque indemnité du fait de l'exécution du marché.

■ **Multi-attribution – modalités d'attribution des bons de commande :**

Les titulaires de l'accord-cadre ne sont pas remis en concurrence pour l'attribution des bons de commande.

Les commandes seront émises au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commandes sont dévolus en fonction du classement d'attribution à la suite de l'analyse des offres et des besoins de l'Ecole normale supérieure - PSL au regard d'un tableau de répartition des sollicitations qui sera communiqué aux titulaires après notification du marché.

Pour ce faire, les départements et services de l'école sont répartis en trois groupes (A, B, C), et le tableau de répartition des sollicitations prévoit une rotation mensuelle des titulaires.

Ainsi, chaque mois, un titulaire se voit affecté en priorité à un groupe déterminé.

L'établissement pourra s'adresser aux autres titulaires pour une commande, dans les hypothèses suivantes :

- le prestataire sollicité indique qu'il n'est pas en mesure d'exécuter une commande dans les conditions demandées,
- le prestataire sollicité ne répond pas à une sollicitation de l'établissement dans les délais prescrits.

Sera alors pris en compte le classement d'attribution du marché pour déterminer quel sera le prestataire sollicité.

Conformément à l'article R. 2162-13 du code de la commande publique, les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent les prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité et les délais d'exécution, le cas échéant.

L'émission des bons de commande s'effectue sur la base des prix figurant au bordereau des prix et/ou au regard des tarifs publics / catalogue si besoin.

Avant de passer commande, les services de l'Ecole peuvent faire une demande de devis auprès du titulaire à solliciter au regard du tableau de répartition des commandes. **Le choix du prestataire à solliciter ne se fait pas au regard de la date d'exécution de la commande mais au regard de la date de la sollicitation pour établir un bon de commande.**

L'ENS-PSL s'engage à ne pas solliciter les titulaires si le besoin exprimé (le bon de commande concerné) concerne une quantité trop faible.

Ainsi :

Lots	Quantité à partir de laquelle l'ENS-PSL peut solliciter les prestataires
Lot 1 : Plateau repas et snacking	Livraison à partir de 5 plateaux repas ou formules snacking
Lot 2 : Buffet/Cocktail	Prestations à partir de 10 convives
Lot 3 : multi-prestations – Séminaire / colloque	Livraison à partir de 5 plateaux repas ou formules snacking Prestations de traiteurs – buffet / cocktail à partir de 10 convives Prestations de traiteurs – pause-café / goûter à partir de 5 convives

A réception de la demande de devis, le titulaire dispose d'un délai maximum de 3 jours ouvrés pour présenter son devis.

Ce délai sera plus court dans l'éventualité d'une prestation urgente.

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG-FCS, la proposition doit être transmise par le titulaire par voie électronique sauf si l'ENS-PSL accepte un autre mode de transmission.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'un devis n'est pas constitutif de bon de commande. Seuls les bons de commande notifiés par le pouvoir adjudicateur seront à exécuter.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire.
- Le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Les délais d'exécution des prestations (date de début et de fin) ;
- Les lieux d'exécution des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- Le numéro de l'engagement juridique ;
- L'adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat ;
- Les quantités ;
- Le montant total hors taxes de la commande,
- Le taux et montant de la TVA,
- Le montant total TTC.
- Les délais laissés le cas échéant au titulaire pour formuler leurs observations.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée de l'accord-cadre :

Le contrat est conclu pour une durée de **12 mois** à compter de la notification du contrat, au plus tôt le 29

septembre 2025.

Il est reconductible **trois (3) fois par période de 12 mois** par tacite reconduction sans que la durée totale du marché ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le titulaire ne pourra s'opposer à la reconduction.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire le marché, ce dernier le notifiera au titulaire du marché trois (3) mois avant l'échéance de la période en cours.

La non-reconduction ne donne pas droit à indemnités.

La date prévisionnelle et non contractuelle de début d'exécution de cet accord cadre est prévue à compter du 29 septembre 2025 pour les 3 lots.

Dans l'hypothèse où le montant maximum d'une période serait atteint avant son terme, la reconduction tacite pourra être mise en œuvre de façon anticipée.

■ Délai d'exécution

Les bons de commandes peuvent être envoyés jusqu'au dernier jour d'exécution de cet accord-cadre avec une exécution maximale de quatre (4) mois à compter de cet envoi.

Les délais d'exécution des bons de commande sont définis dans chaque bon de commande.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **unitaires** et traités par application du ou des bordereaux des prix unitaires et/ou des prix issus de catalogue(s) / tarif(s) public(s).

■ Variation des prix :

Les prix du présent contrat sont réputés établis sur la base des économies du mois Mo, soit le mois de la date limite de remise des offres.

Les prix sont **fermes** les douze premiers mois et révisables (à la hausse comme à la baisse) à la date anniversaire de la prise d'effet du contrat, sauf opérations ponctuelles de promotion, d'offres au volume et/ou de remises.

La révision des prix est possible **à l'initiative du titulaire** une fois par an.

Pour que soit appliquée cette révision, le titulaire doit présenter une demande préalable, **trois mois au moins avant la date anniversaire**, avec indication du mode de calcul et valeur des indices utilisés, en rapport avec l'objet du marché.

Les tarifs révisés à travers le bordereau des prix unitaires (BPU) feront apparaître pour chaque ligne de prix, l'ancien prix, le nouveau prix et le pourcentage de variation.

La demande doit être adressée par courriel au service de la commande publique (marches.publics@ens.psl.eu) dans les délais précités.

Si le titulaire ne présente pas ses prix révisés dans les délais demandés, les prix de la période précédente seront reconduits sans être révisés pour l'année suivante.

Les BPU révisés s'appliqueront uniquement sous réserve de la validation du service de la commande publique. Ils prendront effet, le cas échéant, à compter à la date anniversaire de la prise d'effet du contrat.

En cas de désaccord persistant sur les prix proposés dans le cadre de la révision, l'ENS dispose de la faculté de ne pas reconduire le marché (bien que le délai de non-reconduction de 3 mois soit dépassé) ou de le résilier sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque action ou demande d'indemnisation. La résiliation interviendra dans le délai stipulé dans la lettre de résiliation.

Pendant la période restante, les anciens prix trouveront à s'appliquer.

La formule de révision des prix est la suivante :

$$P_n = p_o [0,15 + 0,85 * (I_n / I_o)]$$

P_n = Prix révisés,

P_o = Prix du mois de remise des offres,

I_o = Valeur de l'index de référence au mois d'origine donc mois de remise des offres (o),

I_n = Valeur de l'index de référence du mois (n). Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le dernier mois connu au moment de la prise en compte de la demande de révision.

Index de référence : I

CODE	LIBELLÉ
010766370	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 56.2 – Services de traiteurs et autres services de restauration https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766370

Dans le cas de disparition d'un indice, un indice de substitution préconisé par l'organisme de publication sera de plein droit applicable. Dans l'hypothèse où aucun indice ne serait préconisé, les parties conviennent d'un nouvel indice par voie d'avenant.

Clause butoir : L'évolution du prix ne saurait en aucun cas conduire à une augmentation annuelle supérieure à 3 % du prix proposé à la date de remise des offres.

L'École Normale Supérieure-PSL se réserve le droit de demander tous documents justifiant cette augmentation de + 3%.

Clause de sauvegarde : L'ENS se réserve le droit de dénoncer le marché, en cas d'augmentation des tarifs supérieure à 3 % après révision. Dans le cas d'une résiliation anticipée pour dépassement de la clause de sauvegarde, un préavis de trois mois sera respecté aux anciennes conditions de prix.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les frais de déplacement ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix indiqués dans les propositions seront exprimés en euro hors taxes.

Les services prescripteurs de l'ENS-PSL pourront demander la fourniture de prestations complémentaires à la demande hors BPU, sur catalogue / tarifs publics. Le pourcentage de remise consentie sur catalogue / tarifs publics est intangible.

NOTA : Pour remplir les pièces financières, le candidat devra respecter la règle de l'arrondi au centième après la virgule (deux chiffres après la virgule) et celle de l'arrondi supérieure : si le deuxième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, on arrondit au chiffre supérieur.

■ Offres promotionnelles :

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle.

Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

■ Catalogue / tarif public et devis

Exceptionnellement, en cas de prestations complémentaires non prévues au BPU, le recours au catalogue / tarif public du titulaire ou à l'établissement d'un devis est possible dans les conditions suivantes :

- Le service demandeur se reporte en priorité au catalogue / tarif public du titulaire.

Dans ce cas, le prix des prestations du catalogue / tarif public correspond au tarif public du titulaire assorti d'une remise dont le pourcentage est fixé dans le BPU et dans l'acte d'engagement,

- A défaut de satisfaction de son besoin dans le catalogue / tarif public, le bénéficiaire peut demander l'établissement un devis ;
- Ce recours ne doit pas représenter un bouleversement de l'économie du marché d'une importance telle que cette modification remettrait en cause les conditions de la mise en concurrence ;
- Les prestations sur catalogue / tarif public et sur devis ne doivent pas dépasser un montant égal à 10% du montant total du lot considéré, déjà facturé au titre de l'accord-cadre, sur la période considérée (ce montant doit être évalué au moment de la sollicitation concernant ces prestations exceptionnelles).

■ Frais de coordination

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

■ **TVA:**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ **Avance :**

Il n'est pas prévu d'avance.

■ **Paiement des membres du groupement :**

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le service/département émetteur du bon de commande
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat **2025-005 et lot concerné** ;
- la nature de la prestation concernée, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- le montant de l'offre promotionnelle/rabais/remise/ristourne consenti
- le taux de la remise sur catalogue(s) et/ou tarif(s) public(s)
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

■ **Périodicité des paiements :**

Le titulaire devra présenter sa facture sur Chorus pro après service fait.

■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

■ **Autorité compétente pour payer les dépenses :**

Monsieur l'Agent comptable de l'Ecole normale supérieure - PSL
45 rue d'Ulm
75230 Paris cedex 05

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service

fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement.

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

Les prestations sont réalisées conformément aux prescriptions indiquées dans le CCTP et le BPU traduites dans les bons de commande.

■ Propriété des documents :

Les documents et livrables, quel que soit leur format, qui sont réalisés à l'occasion du présent marché sont propriété exclusive de l'ENS-PSL.

6.2. Vérification des prestations

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat.

Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels requis, notamment ceux décrits dans son offre, pour réaliser les prestations prévues au contrat ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ Opérations de vérification du service fait :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications à l'issue de la prestation de service.

Si la quantité réalisée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de compléter la prestation de service dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité réalisé et l'attestation de service fait, l'attestation est rectifiée et signée par les personnes en charge du service pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les prestations de service ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être rectifiées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter la prestation qui contient des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

■ **Personnes en charge des vérifications des prestations**

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont les personnes désignées par les services prescripteurs de l'ENS-PSL.

6.3. Développement durable

■ **Clause environnementale :**

Le titulaire s'efforcera à réaliser ses prestations dans le strict respect de l'environnement.

L'ensemble des matériaux et/ou emballages utilisés seront, dans la mesure du possible, recyclables.

Le Titulaire s'engage à maintenir en état de propreté les locaux dans lesquels il est amené à intervenir.

Tous les déchets sont évacués à la fin de chaque intervention par le titulaire, il ne sera toléré aucun stockage sur site.

L'Ecole normale supérieure attache beaucoup d'importance à la qualité et à la fraîcheur des produits, à la nécessité de bénéficier de produits de saison.

Une attention particulière sera portée aux capacités des titulaires à :

- s'approvisionner en circuits courts et aux labels visés dans le CRT
- Des produits issus de l'agriculture biologique pourront être proposés (certifiés selon les labels en vigueur, fruits et légumes de saison, produits régionaux, produits issus du commerce équitable). Ils devront fournir, pour ces produits biologiques, au moins l'une des certifications suivantes : label AB, label bio équitable ou label « Agriculture biologique Européen », ou équivalent.
- l'absence d'utilisation de bouteilles en plastique à usage unique ;
- l'absence d'utilisation de contenants en plastique (y compris couvercle).

Pour l'exécution de cet accord-cadre, l'accent est mis en faveur de la **lutte contre le gaspillage alimentaire**.

Les titulaires s'engagent selon les modalités décrites dans leur offre technique à présenter les actions menées pour respecter cet impératif.

6.4. Autres stipulations

■ **Clause de réexamen et modifications du contrat :**

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L.2194-1 1° et R.2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre. Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen

n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations. La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

La procédure de réexamen peut être initiée dans les cas suivants :

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, une procédure de réexamen du présent marché pourra être menée dans les hypothèses suivantes :

- Possibilité d'introduire dans le Bordereaux des prix unitaires de nouvelles prestations, soit en substitution, soit en complément des prestations initialement proposées par le titulaire, et ce, dans le cadre des besoins exprimés dans le cahier des charges. La clause de réexamen ne pourra avoir pour effet de changer la nature globale du marché.
- Possibilité de réexaminer les conditions financières, notamment dans les cas suivants :
 - en cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale du marché ou à son équilibre financier,
 - si le montant maximum annuel du lot de l'accord-cadre concerné est atteint avant la fin de la période, le montant maximum pourra être augmenté sans qu'il ne dépasse 10% du montant annuel du lot concerné de l'accord-cadre,
 - en cas d'événements extérieurs [aux parties] perturbant durablement ou sensiblement le service ou l'organisation du service,
 - si des modifications ou évolutions de la législation, de la réglementation ou de tout autre texte externe s'imposant de droit au pouvoir adjudicateur, entraînent des variations de charges ou la création de charges nouvelles, non prévisibles, mesurables ou en vigueur au moment de la signature du présent marché.
- Possibilité de réexaminer la rotation mensuelle des titulaires de chaque groupe durant la durée de vie de l'accord-cadre.

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

Si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie du contrat en ce qu'il impacte la tarification des prestations prévues au contrat, les parties au contrat peuvent convenir de l'introduction d'une clause d'évolution des prix. Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues au contrat dans leur niveau de qualité ou de prix.

Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

En cas de cessation d'activité, cession de contrat, décès, difficultés techniques ou financières empêchant la mise en œuvre des obligations contractuelles, le titulaire ou son représentant légal peut proposer à l'acheteur un nouveau titulaire pour le remplacer.

L'acheteur vérifie que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et apprécie ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, l'acheteur accepte ou refuse la substitution. En cas de refus le contrat est résilié sans indemnisation.

Cette même possibilité est offerte à chacun des membres en cas de groupement, après accord de l'ensemble des cocontractants, en cas de substitution d'un membre ou recomposition des responsabilités entre les membres du groupement. En cas de refus de l'acheteur ou de désaccord entre les membres du groupement, l'acheteur résilie totalement ou partiellement le contrat et sans indemnisation.

Les conditions financières seront ainsi réexaminées par les parties à l'initiative de la plus diligente d'entre elles et pendant toute la durée de son exécution.

Toute modification décidée ou acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen des conditions financières fera l'objet d'un avenant au présent marché.

■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur peut notifier au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

L'ensemble des coordonnées nécessaires à la passation des commandes est indiqué par le titulaire dans le cadre de réponse technique.

En cas d'évolution de ces coordonnées, le titulaire est tenu de fournir l'ensemble de ces informations à l'adresse : marches.publics@ens.psl.eu.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ **Assurances:**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du

contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Obligation de vigilance:**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce

titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Réparation des dommages:**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance:**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Confidentialité :**

Tous les renseignements, documents et objets qui sont communiqués au Titulaire et à l'ensemble de ses intervenants, équipes et sous-traitants éventuels, dans le cadre de l'exécution du marché sont considérés comme strictement confidentiels.

■ **Protection des données personnelles :**

Chaque partie à l'Accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'Accord-cadre.

Les données contenues dans ces supports, dans les documents, les données issues notamment des systèmes d'information, les données à caractère personnel intégrées dans les systèmes d'information sont strictement couvertes par le secret professionnel.

La réalisation des prestations par le Titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 du 27

avril 2016 sur la protection des données, le Titulaire et ses Sous-traitants s'obligent à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment de garantir qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

L'ENS-PSL, et le Titulaire, assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

Le Titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent accord-cadre, conformément aux modalités exposées par le présent accord-cadre et à toutes instructions complémentaires données par l'ENS-PSL. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement l'ENS-PSL.

Le cas échéant, le Titulaire collabore avec l'ENS-PSL pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le Titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le Titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition de l'ENS-PSL toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par l'ENS-PSL ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'ENS-PSL dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec l'ENS-PSL, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord-cadre sans l'accord écrit préalable de l'ENS-PSL et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du Titulaire est tenu de respecter les obligations présent accord-cadre. Il appartient au Titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur.

Le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'ENS-PSL des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du Titulaire au titre du présent accord-cadre, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le Titulaire communique à l'ENS-PSL le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du Titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

L'ENS-PSL se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire et son ou ses sous-traitants expressément agréé(s).

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'Accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par l'ENS-PSL, afin de se conformer aux règles nouvelles, sont notifiées au Titulaire par l'ENS-PSL et sont d'application immédiate. La prise en compte des impacts administratifs et financiers de cette décision donne lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Enfin, le Titulaire s'abstient en toute hypothèse de reproduire, exploiter ou utiliser les données personnelles collectées à l'occasion de ses prestations à ses propres fins ou pour le compte de tiers, et s'engage à modifier ou supprimer, soit à la demande de l'ENS-PSL, soit à la demande d'une personne concernée, et en toute hypothèse à l'achèvement de la finalité poursuivie et au terme de l'exécution de ses prestations, toute données personnelle collectée à l'occasion ou aux fins d'exécution desdites prestations.

■ Mesures de sécurité :

Il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le Titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées par la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par le décret du 2 novembre 2011.

■ Certification et sécurité des personnels

Si la protection des intérêts essentiels de l'ENS-PSL l'exige dans le cadre de sa mission de service public, l'ENS-PSL peut soumettre l'accès à certains lieux où des mesures de sécurité s'appliquent, à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) de l'ENS-PSL pour limiter les risques d'atteinte à l'ordre public et assurer la protection de la sécurité nationale.

Afin de permettre à l'ENS-PSL d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à fournir les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- le patronyme et les prénoms de son agent ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé :
 - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;

Par ailleurs, l'ENS-PSL se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité du lieu concerné, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée.

Les informations demandées ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent paragraphe, et ne sont pas conservées par l'ENS-PSL une fois connue la décision prise par le fonctionnaire de sécurité et de défense (FSD) pour l'ENS-PSL, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis est conservée par l'ENS-PSL.

Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

■ Mesures de portée générale

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci envers l'ENS-PSL.

Les conditions d'agrément des sous-traitants sont celles prévues aux articles L. 2193-4 à L. 2193-7 du code de la commande publique.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer l'ENS-PSL par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. L'ENS-PSL se réserve le droit de refuser le sous-traitant sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser, le cas échéant sous réserve que le sous-traitant s'engage à respecter des clauses de sécurité supplémentaires à celles imposées au Titulaire.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent Accord-cadre.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par l'ENS-PSL autorise celui-ci à résilier sans indemnités l'Accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire.

Les personnels du Titulaire, ainsi que les sous-traitants éventuels, participant aux prestations du présent accord-cadre doivent se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution de l'accord-cadre, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'Etablissement du contractant. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à informer ces personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis au titre du présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation de l'ENS-PSL, de tout élément connu dans le cadre du présent accord-cadre, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent accord-cadre.

Le non-respect par le Titulaire des prescriptions de sécurité du présent accord-cadre pourra entraîner la résiliation sans indemnité de l'accord-cadre à ses torts.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée à un tiers au contrat sans le consentement exprès, écrit et préalable de l'ENS-PSL, à moins d'une injonction d'une autorité judiciaire française. Dans cette hypothèse, le Titulaire en informe sans délai l'ENS-PSL avant toute communication, à moins que l'injonction judiciaire ne le lui interdise expressément. Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration de l'accord-cadre.

■ **Autres obligations du titulaire :**

Les stipulations complémentaires suivantes s'appliquent :

Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Les dispositions de l'article 6.2 du C.C.A.G.-F.C.S s'appliquent.

Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels de l'accord-cadre expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution de l'accord-cadre, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord exprès du Pouvoir Adjudicateur.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

Le montant total de l'ensemble des pénalités cumulées n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

Le constat des dysfonctionnements et de toute autre situation entraînant l'application des pénalités peut être effectué par tout agent ou usager de l'ENS-PSL. Le Service de la commande publique en est informé et instruit la démarche de mise en œuvre des pénalités.

Les pénalités ne s'appliquent ni en cas de force majeure, ni en cas de prolongation du délai d'exécution accordée par l'acheteur.

L'application de pénalités ne nécessite aucune mise en demeure de la part de l'acheteur. Elle se fait à la discrétion de l'acheteur au regard des éventuelles justifications présentées par le titulaire.

Les pénalités sont exigibles dès la constatation du manquement du titulaire à ses obligations contractuelles.

Si, sur la durée totale du marché, des pénalités ont été appliquées au moins 3 fois, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'émettre des titres de recette pendant l'exécution du contrat afin de procéder au recouvrement des pénalités éventuelles.

Le titulaire peut se voir appliquer les pénalités suivantes :

Désignations	Motivations / pénalités	Montants pénalités
Délai de livraison	Non-respect du délai de livraison / de l'horaire prescrit	Au-delà de 30 minutes de retard, 20% du montant total de la commande par tranche de 30 minutes de retard.
Mise en place, service	Non-respect de l'horaire prescrit	Au-delà de 30 minutes de retard de l'heure convenue sur le bon de commande, 20% du montant total de la commande par tranche de 30 minutes de retard.
Prestations commandées	Non-respect de la commande	20% du montant total de la prestation commandée
Mauvais état des marchandises	Des marchandises reçues en mauvais état (fournitures abîmées, ...) pouvant aller jusqu'au refus de livraison avec retour aux frais du titulaire. Ces réclamations sont signifiées au titulaire par mail dans un délai de 5 jours au maximum à compter de la date de livraison	15% du montant total de la prestation commandée
Absence d'exécution de la prestation	En cas de prestation non exécutée le jour prévu, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer une pénalité.	Remboursement des sommes dues au titre de la prestations assorties d'une pénalité de 10% correspondant au montant de la commande
Non remise en état des lieux	Le titulaire est tenu de respecter la propreté des locaux ou emplacements dans les lieux d'interventions des différents services et de l'enlèvement des déchets. En cas de non remise en état des locaux ou emplacements après exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire	50 € HT par manquement constaté
Non reprise du matériel	En cas de non-respect du délai de reprise du matériel, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire	50 € HT par manquement constaté

8.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Règlement des différends :

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

■ Tribunal compétent :

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
Télécopie : 01 44 59 46 46
Site internet : paris.tribunal-administratif.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général.

Le titulaire peut être indemnisée des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour permettre à l'acheteur d'apprécier la réalité des préjudices de l'indemnité.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

L'article 2.1 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG

L'article 3 du contrat déroge à l'article 3.1 du CCAG

L'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14 du CCAG

L'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.